

Bosnie-Herzégovine : un ancien chef du Trésor accusé de crime de guerre par Belgrade

Description

Le 23^e novembre 2019, à la suite d'une plainte pour crime de guerre, l'ex-directeur des Finances du gouvernement de Brčko Osman Osmanović a été interpellé par la police serbe lors de sa traversée du poste-frontière de Sremska Rača (Voïvodine). Ancien membre du Conseil de défense croate (organe suprême de la République de Bosnie-Herzégovine de 1992/1995, HVO), il résidait en Bosnie-Herzégovine. On lui reproche des actes commis en 1992 contre des civils et des prisonniers de guerre serbes à Gornji Rahić dans la région de Brčko, où il était basé pendant la guerre de Bosnie.

Osman Osmanović a été transféré à Belgrade et présenté à un magistrat le 25^e novembre en présence de son avocat Djordje Dozet, une collègue du barreau, à la suite de quoi une enquête a été ouverte contre lui. Vasily Seratlic, le procureur adjoint, a déclaré à la presse locale que l'intéressé pourrait être détenu pendant trente jours pour instruire l'affaire, conformément à la décision de la chambre des crimes de guerre de la Haute Cour de Belgrade.

Pour Jelko Komarić, membre croate de la présidence fédérale bosnienne, les accusations portées contre O. Osmanović, citoyen bosnien, sont «*très discutables*» : ce type d'arrestation n'est habituellement réalisé qu'après un acte d'accusation ou la délivrance d'un mandat d'arrêt international. Les autorités serbes agiraient donc «*de manière arbitraire*» et créeraient une asymétrie entre les deux pays voisins dans le traitement judiciaire des accusés et des suspects.

Le SDA (Parti de l'action démocratique), principal parti bosniaque, a également condamné l'arrestation d'O. Osmanović et demandé aux autorités fédérales bosniennes de «*tout mettre en œuvre*» pour le libérer le plus tôt possible et de «*prévenir de tels cas à l'avenir*».

Sources : N1 TV, Slobodna Bosna, Vijesti, Agence Anadolu, SDA.

date création

02/12/2019

Champs de Meta

Auteur-article : Stéphane Altasserre